



Chers camarades, collègues et amis,

La Fédération Syndicale Unitaire salue l'unité réalisée aujourd'hui contre la loi dite de « transformation de la Fonction publique » et appelle à faire de cette journée un point de départ.

La situation est en effet grave. Un exécutif et un gouvernement en roue libre, très affaiblis, poursuivent leur fuite en avant vers toujours plus de casses des droits sociaux. Le stade où la démocratie est menacée est à présent atteint.

La loi dite de transformation de la fonction publique, comme cela a été dit par ailleurs, vise à généraliser le recrutement de contractuels au détriment du recrutement par concours, afin d'avoir à la place des fonctionnaires des personnels ne pouvant résister aux pressions locales et aux intérêts particuliers, et elle vise à affaiblir de manière décisive les attributions des Commissions administratives paritaires et des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail. Envers celles et ceux qui seront encore fonctionnaire, il s'agit d'imposer une gestion des carrières par les seuls petits chefs.

La loi Blanquer qui est actuellement au Sénat et qui doit très prochainement revenir à l'Assemblée nationale pour son vote final, s'inscrit dans la même logique en l'aggravant.

D'une part, elle instaure la notion d'« exemplarité professionnelle ». Rappelons que, malgré ce que racontent de nombreux petits chefs, le « devoir de réserve » n'existe pas : un fonctionnaire est naturellement tenu à la neutralité dans l'exercice de ses fonctions et il est le reste du temps un citoyen libre de s'exprimer publiquement comme il l'entend. Tel n'est pas l'avis de M. Blanquer qui, d'ores et déjà, ne respecte pas la loi en suscitant de nombreuses procédures contre des enseignants qui se sont tout simplement exprimés (sans diffamer quiconque).

D'autre part la loi Blanquer a comme on le sait, depuis le 19 mars dernier, provoqué la mobilisation montante des personnels des écoles publiques car elle entend permettre leur regroupement administratif sous l'égide du collège du secteur, sous le nom d'« Etablissements Publics des Savoirs Fondamentaux ». En relation avec les projets visant à dépouiller les communes au profit des intercommunalités, on reconnaît à dans l'Allier un vieux serpent de

mer, visant au groupement des écoles en zones rurales, mais aussi à la formation en zones urbaines d'écoles plus grosses que certains collèges. Nos gouvernants actuels ne veulent ni fonctionnaires indépendants et donc compétents, ni de petites écoles, ni de petites classes généralisées. Ces projets de regroupement ont, dans l'Allier, clairement connu un coup de frein cette année en raison de la peur causée à l'appareil d'Etat par les gilets jaunes, mais ce n'est pour l'instant que partie remise à l'année prochaine, alors que d'ores et déjà les fermetures de classes continue et la baisse du nombre de postes bloque les possibilités de mutation des professeurs d'écoles jeunes et moins jeunes.

La loi Blanquer complète et aggrave donc la loi Dussopt dite de transformation de la fonction publique. Et elle vise à mettre au pas une profession qui est en train de se mobiliser et de résister, dans les écoles primaires comme dans les lycées, lycées professionnels et collèges. Cette mobilisation qui monte rejoint celle de tous les travailleurs, de toute la fonction publique et aussi, puisqu'il s'agit de l'école publique, les aspirations de la jeunesse et des parents. En effet, aux groupement écoles/collèges répond, après le collège, Parcoursup et la réforme du lycée. Nous sommes ici dans la violence sociale. Car c'est de la violence sociale que de demander à un jeune et à sa famille de choisir, en fait, en fin de 3<sup>e</sup>, son orientation post-bac afin de pouvoir présenter à Parcoursup les « bons » enseignement choisi dans le « bon » lycée. En prétendant supprimer les trois filières scientifiques, littéraires et économique et sociale du lycée général, le ministre instaure en fait une dizaine de filières et une sélection sociale encore accrue, tout en supprimant des milliers d'heures d'enseignement dans les lycées professionnels.

Cet exécutif, ce gouvernement, contrecarrent le droit à l'avenir des jeunes, et pour cela ils veulent mettre au pas les fonctionnaires en faisant d'eux soit des contractuels, soit des sous-fonctionnaires dépendant d'une hiérarchie de petits chefs débridés.

Cette politique doit être mise en relation avec la montée sans précédent de la violence policière depuis des mois. Ce 1<sup>er</sup> mai à Paris, le dénommé Castaner a fait charger les cortèges syndicaux de tête de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires. Ce fut là un acte politique de violence physique voulue et calculée. C'est inacceptable. L'unité pour faire toute la lumière sur les agissements du ministère de l'Intérieur et pour sa démission s'impose aujourd'hui à tous les démocrates.

Voilà pourquoi la journée d'aujourd'hui peut et doit être un point de départ. Cela d'autant plus que les fonctionnaires ne sont pas isolés parmi les salariés et que les salariés ne sont pas isolés dans le pays : l'exigence d'une politique mettant les personnes et non pas la finance au centre est générale et elle passe par le rétablissement des services publics.

Dans notre fédération et parmi les personnels de l'enseignement public se discutent aujourd'hui les actions à mener en ce mois de mai pour stopper la dérive, que l'on peut et que l'on doit qualifier d'anti-républicaine, qui est en cours contre la fonction publique et contre l'enseignement public : grève reconductible, manifestation nationale, action au moment des examens ... le moment arrive où il faut unir nos forces. Nous appelons les personnels de

l'enseignement public, et les collègues intéressés des autres secteurs, à participer aux assemblées intersyndicales de cette après-midi, à 14h, à la salle 2 de la Mutualité à Vichy, à la salle C26 de l'espace Boris Vian à Montluçon, à la salle S4 de la salle des fêtes à Moulins.

*Pour conclure, nous apportons tout notre soutien aux collègues du centre de tri postal d'Yzeure en grève contre la réorganisation des services depuis maintenant huit jours avec leurs syndicats CGT, FO et CFDT. A plusieurs reprises ces collègues, parce qu'ils conçoivent le service postal comme ce qu'il doit être : un service public, ont subi des provocations et des menaces de petits chefs absolument typiques de ce que les los Dussopt et Blanquer voudraient généraliser. Disons-le fermement : ils ne passeront pas ! Plein soutien à la grève du centre de tri d'Yzeure !*